

teurs qui ont liquidé leur inventaire de ne pas déclarer ce revenu avant quelques années, pourvu que ce soit dans un délai raisonnable.

Les questions fiscales sont toujours compliquées. Il serait bon que les agriculteurs sachent dès maintenant s'ils peuvent adopter cette solution sans courir le risque de payer trop d'impôt cette année.

Grâce aux médias, nous sommes bien informés du problème de la sécheresse. Je n'ai donc pas besoin de m'attarder sur ses conséquences sur le plan humain. Je dirai simplement qu'il n'y a rien de plus important que la prochaine pluie pour les agriculteurs des régions touchées. La plupart d'entre eux l'attendent encore. Comme je l'ai dit, le ministre a répondu très rapidement à notre invitation à comparaître. Il nous a dit qu'on surveillait la situation de près par l'intermédiaire de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies dont il est responsable. Il y a des fonds disponibles dans ces programmes actuellement, soit 7 millions de dollars pour aider à apporter de l'eau au bétail, pour creuser des mares artificielles et pour stocker de l'eau en plus de 7 autres millions pour des programmes de conservation des sols et des programmes connexes.

Hier, le ministre a annoncé qu'il augmentait ce fond de 12 millions de dollars pour le porter à 19,2 millions de dollars pour l'année financière 1988-1989. Ce programme aidera vraiment les agriculteurs à faire face à la crise actuelle.

Comme vous le lirez dans son rapport, le comité pense qu'il faudrait faire davantage. Je crois que le ministre est d'accord là-dessus. Il a déclaré devant le comité:

J'ai prévenu mes collègues du Cabinet . . .

Il s'agit de la sécheresse.

Il leur a dit aussi qu'on aurait dû passer à la deuxième étape il y a trois semaines et à la troisième aujourd'hui.

Voici ce que cela veut dire. Le programme de surveillance et de lutte contre la sécheresse de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies comprend trois phases principales. La première est la pénurie d'eau potable, non seulement pour le bétail, mais pour les autres usagers, notamment les humains. Cette phase a été franchie, il y a quelques temps, et le programme annoncé répond aux difficultés qu'elle a entraînées.

La deuxième phase est celle dans laquelle nous nous trouvons actuellement et pour laquelle le comité considère que nous devrions proposer dès maintenant des politiques, pour faire face au manque de fourrage et l'incertitude au sujet des solutions à adopter. La situation actuelle ressemble beaucoup plus à celle des années 30 qu'à une sécheresse ordinaire. La sécheresse coïncide avec une période de difficultés économiques pour les agriculteurs, difficultés dont un certain nombre de sénateurs nous ont entretenus à l'occasion de l'étude d'un rapport sur les finances agricoles présenté par le comité.

Le ministre pensait que la deuxième étape aurait commencé en ce qui concerne l'aide aux agriculteurs. Il a dit devant le comité qu'il s'entreferait avec les ministres de l'Agriculture des quatre provinces de l'Ouest. En fait, le premier ministre lui a demandé de le faire. Il a ajouté qu'il voulait voir des représentants des éleveurs à cette réunion. J'ai appris aux nouvelles de ce matin et dans les journaux d'aujourd'hui que

M. Stan Wilson, ancien président de la Canadian Cattlemen's Association, était présent. M. Wilson a déclaré qu'à son avis, les problèmes de fourrage ne devraient pas être discutés avant deux ou trois semaines, ce qui nous mènerait entre le 13 et le 20 juin.

Nous pourrions être tentés, pour des motifs partisans, d'adresser des reproches au ministre au sujet de son inaction, mais je ne crois pas que nous ayons des raisons de le faire. En ce moment, nous attendons que les représentants des éleveurs déclarent que l'industrie est effectivement en situation de crise, et beaucoup d'entre nous au comité croient que ce soit déjà le cas. La plupart des membres du comité se rendent souvent dans la région. En la survolant en avion, ils constatent que le sol est aussi brun qu'il l'était au milieu de l'hiver lorsqu'il n'y avait pas de neige. Les ministres provinciaux de l'Agriculture doivent également agir.

Nous espérons que le ministre tiendra compte de nos recommandations et de ses propres préoccupations pour s'approprier à prendre rapidement des mesures concrètes. Comme je l'ai dit, les membres du comité pensent que le problème existe maintenant, ce n'est pas un simple risque susceptible de se matérialiser dans deux ou trois semaines s'il n'y a toujours pas de pluie. Au cours de ses délibérations, le comité a étudié honnêtement et sans esprit partisan cette affaire qui revêt la plus haute importance pour l'agriculture de l'Ouest.

Le comité poursuivra ses travaux conformément à son mandat et conformément, soit au rapport qui est maintenant déposé, ou à un prochain rapport provisoire. J'espère recevoir d'autres directives du Sénat au moment opportun.

• (1630)

C'est ce que j'ai à dire pour le moment.

**Des voix:** Bravo!

**L'honorable Efstathios William Barootes:** Honorables sénateurs, je désire donner mon appui au rapport qui vient de vous être présenté et féliciter mon collègue et ami, le sénateur Hays, pour son discours.

Il est vrai que nous avons obtenu des renseignements précis et très utiles du ministre et de ses adjoints, tant au ministère qu'à l'Administration du rétablissement agricole des Prairies. Nous avons appris que le personnel de l'ARAP est sur le qui-vive: il suit la situation de très près. Mais non seulement la situation est-elle grave, elle se détériore.

En outre, honorables sénateurs, nous savons qu'hier, le ministre a rencontré ses homologues des quatre provinces de l'ouest—à Calgary, je crois—et cette rencontre a donné des résultats. Comme le disait le sénateur Hays, on a annoncé le déblocage de 12 millions de dollars supplémentaires, ce qui vient pratiquement tripler les fonds disponibles pour l'approvisionnement en eau. En outre, il a suffi que le ministre se rende en Alberta pour apporter la pluie, puisqu'il a plu hier, quoique trop peu pour nous sortir de cette grave crise.

J'ai été, en un sens, heureux—et j'ai remarqué que mon collègue a été un peu surpris—du commentaire de l'ancien président de l'Association canadienne des éleveurs de bétail après l'annonce du versement de ces 12 millions de dollars. Il a déclaré:

Ces fonds serviront dans un secteur où nous en avons besoin.